

**CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 22 JUIN 2023****N° 2023/72**

Un extrait de la présente délibération a été publié sur le site de la Ville :

**LE 28 JUIN 2023**

Présents : 29  
Excusés : 6  
(6 pouvoirs)  
En exercice : 35  
-----

Secrétaire de séance :  
Christophe CARDET et  
Bernard HENRY

Le jeudi vingt-deux juin deux mille vingt-trois à dix-huit heures trente, les membres du Conseil Municipal se sont réunis salle du Conseil Municipal à Saumur, sous la présidence de Madame Astrid LELIEVRE, Première adjointe, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET CLAISSE, Maire, le quinze juin deux mille vingt-trois

**Étaient présents** : MM. NERON N., NERON M-A., Mmes GUILLON, LIEBAULT Maires Délégué(e)s – Mme LELIEVRE, M. GUILMET, Mmes LE COZ, GRIMA, M. CARDET, Mme METIVIER, M. JOSSE, Adjoint – M. BIDAULT, Mmes BOURDIER, TUBIANA, MM. COMBEAU, PIERRE, BRAEMS, Mmes RIO, LHOMMEDE, MM. CHA, RICOU, OLIVA, CHANDOUINEAU, Mmes SOURDEAU, VILLARME, M. HENRY, Mmes LE MENAC'H, LE MELINER, M. CHENOUF, Conseillers Municipaux.

**Excusés** : MM. GOULET CLAISSE, PROD'HOMME, Mmes TAUGOURDEAU, GODFRIN, COUBLANT, FAURE ont respectivement donné pouvoir à Mmes LELIEVRE, LE COZ, LIEBAULT, M. NERON M.-A., Mmes METIVIER, GRIMA.

**FONCTIONNEMENT DES ASTREINTES AU SEIN DES SERVICES DE LA VILLE DE SAUMUR**

Vu l'article L.2121-29 ainsi que les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 7-1 ;

Vu le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 5 précisant les règles d'organisation des astreintes dans les collectivités locales et leurs établissements publics,

Vu le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 fixant les modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la Fonction Publique Territoriale,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 8 juin 2023,

Considérant qu'une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de sa collectivité.

Si l'agent doit effectivement intervenir, l'intervention sera considérée comme du temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le temps de déplacement aller-retour sur le lieu de travail.

Cette période pendant laquelle l'agent est soumis à l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité doit être indemnisée au moyen de l'indemnité d'astreinte ou, à défaut, donner lieu à un repos compensateur sous certaines conditions.

La mise en place d'un tel dispositif, susceptible de majorer les risques professionnels et les atteintes à la santé, justifie un encadrement spécifique.

Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions réglementaires énoncées ci-dessus, de déterminer par délibération, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation ainsi que la liste des emplois concernés.

**Aussi, il est proposé à l'assemblée délibérante de décider d'instaurer le régime des astreintes selon le dispositif suivant :**

## **I - RÉGIME DES ASTREINTES**

### **Article 1 - Cas de recours à l'astreinte**

Les astreintes sont le cas échéant mises en place dans la collectivité en semaine, les nuits, le samedi, le dimanche et les jours fériés. Les services concernés par les astreintes sont :

- La Direction des Moyens Techniques – Sécurité : Astreinte d'exploitation, correspondant à des activités de prévention ou de réparation des accidents sur les infrastructures de transports et les équipements publics.
- La Direction des Moyens Techniques – Fourrière : Astreinte d'exploitation, correspondant aux activités de fourrière animale et de fourrière véhicules.
- La Direction des Moyens Techniques – Stationnement : Astreinte d'exploitation, correspondant aux activités de réparations et dépannages sur les infrastructures en lien direct avec le stationnement.
- Le Château de Saumur.

### **Article 2 - Modalités d'organisation**

Celles-ci doivent déterminer de façon précise :

- les heures de début et de fin de la période d'astreinte ;
- *les moyens de communication mis en place pour prévenir l'agent d'astreinte ;*
- *les obligations pesant sur l'agent d'astreinte ;*
- *la définition des missions pour lesquelles il est mandaté pour intervenir ;*
- *la manière dont sont comptabilisées les périodes d'intervention...*

### **2-1 – La Direction des Moyens Techniques - Sécurité**

- Le service d'astreinte est fixé de 17h30 à 8h00 du lundi au jeudi et du vendredi 17h30 au lundi 8h00 (Week-End) 365 jours par an, en dehors des heures travaillées.
- L'agent du service d'astreinte effectue son service en fonction du planning établi et validé par le directeur de la DMT. Le planning des agents est préparé pour l'année. Les agents concernés effectuent leur astreinte à tour de rôle.
- Pour cette astreinte d'exploitation, **les agents utilisent exclusivement un véhicule de service.**
- L'astreinte repose sur 6 agents.

### **2-2 – La Direction des Moyens Techniques - Fourrière**

- Le service d'astreinte est fixé de 17h30 à 8h00 du lundi au jeudi et du vendredi 17h30 au lundi 8h00 (Week-End) 365 jours par an, en dehors des heures travaillées.
- L'agent du service d'astreinte effectue son service en fonction du planning établi et validé par le directeur de la DMT. Le planning des agents est préparé pour l'année. Les agents concernés effectuent leur astreinte à tour de rôle.
- Pour cette astreinte d'exploitation, **les agents utilisent exclusivement un véhicule de service.**
- L'astreinte repose sur 4 agents.

### **2-3 – La Direction des Moyens Techniques - Stationnement**

- Le service d'astreinte est fixé de 17h30 à 8h00 du lundi au jeudi et du vendredi 17h30 au lundi 8h00 (Week-End) 365 jours par an, en dehors des heures travaillées.
- L'agent du service d'astreinte effectue son service en fonction du planning établi et validé par le directeur de la DMT. Le planning des agents est préparé pour l'année. Les agents concernés effectuent leur astreinte à tour de rôle.
- Pour cette astreinte d'exploitation, **les agents utilisent exclusivement un véhicule de service**
- L'astreinte repose sur 6 agents.

### **2-4 – Le Château de Saumur**

Les astreintes d'exploitation organisées pour le Château-Musée fonctionnent de la manière suivante :

- le service d'astreinte est fixé du lundi soir 18h au lundi matin suivant 9h (si lundi férié, du lundi soir au mardi matin de la semaine suivante), en dehors des heures de travail du service.
- l'agent d'astreinte effectue son service en fonction du planning établi et validé par la cheffe de service. Le planning est réalisé pour un trimestre sur roulement.
- l'agent d'astreinte dispose d'un téléphone mobile exclusivement réservé à cet effet, il utilise son véhicule personnel.
- l'agent effectue une astreinte d'exploitation avec les missions suivantes en cas de déclenchement des alarmes des systèmes intrusion et incendie du château et de ses réserves :
  - 1) être l'interlocuteur du télésurveilleur et de la société de sécurité
  - 2) se rendre sur place pour effectuer la levée de doute et le cas échéant, accompagner les interventions (rondiers, pompiers, agents techniques...)
  - 3) être en mesure de prendre des décisions et mener les actions relatives aux situations d'urgence (mise en œuvre de la procédure d'évacuation du public et des biens)

4) être capable de remettre les systèmes de sécurité intrusion et incendie à l'état de veille.

- l'astreinte est composée de 6 agents

### **Article 3 - Emplois concernés**

Les emplois concernés par les astreintes susvisées relèvent principalement de la filière technique. Généralement, les agents en position de responsabilité sur les services appelés à effectuer les astreintes entrent eux aussi dans le dispositif. Toutefois, notamment pour le Château, d'autres filières (administratives ou culturelles) peuvent être concernées par les astreintes.

La nécessité d'assurer des astreintes ou des permanences figure dans les fiches de postes des agents concernés et le cas échéant, indiquée dans les fiches de recrutement en cas d'appel à candidatures.

### **Article 4 - Modalités de rémunération ou de compensation**

Les agents qui bénéficient d'un logement par nécessité absolue de service ou d'une NBI au titre des emplois administratifs de direction, ne peuvent bénéficier des indemnités et compensations.

Les agents de la filière **technique** disposent d'un régime spécifique de compensation vis-à-vis des autres filières.

Ces différenciations proviennent directement du régime indemnitaire applicable aux personnels du Ministère de l'Équipement et des Décrets n° 2003-363 du 15 avril 2003 et n° 2003-545 du 18 juin 2003 qui s'imposent donc à la collectivité employeur.

#### **4-1 – Les astreintes pour les agents de la filière technique**

**Astreinte :** Pour les agents titulaires ou contractuels relevant de la filière technique, il y a 3 types d'astreinte :

- les astreintes d'exploitation : situation des agents qui doivent rester à domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir à tout moment
- les astreintes de sécurité : situation des agents appelés à participer à un plan d'intervention si besoin de renforcer les moyens humains suite à un événement soudain de « crise »
- les astreintes de décision (uniquement pour les personnels d'encadrement) : situation des personnels d'encadrement pouvant être joints en dehors des heures d'activité normale du service, afin d'arrêter des dispositions nécessaires.

Les montants des indemnités d'astreinte d'exploitation et de sécurité sont majorés de 50 % si l'agent est prévenu moins de 15 jours francs avant le début de l'astreinte.

#### **Interventions :**

Les interventions effectuées à l'occasion d'une période d'astreinte peuvent donner lieu à une compensation en temps majoré ou à une rémunération.

Une même heure d'intervention ne peut donner lieu à la fois à un repos compensateur et à une rémunération.

## 4-2 – Les astreintes pour les agents ne relevant pas de la filière technique

Pour les cadres d'emplois des autres filières qui seraient le cas échéant soumis à des astreintes, des interventions ou des permanences suivant la délibération prise par l'assemblée délibérante, les modalités de rémunération sont les suivantes :

### **Astreintes :**

Pour toutes les filières, les périodes d'astreinte sont indemnisées ou compensées en fonction des besoins du service. La rémunération et la compensation en temps des astreintes sont exclusives l'une de l'autre : l'organe délibérant donne à l'autorité territoriale compétence pour choisir en fonction des besoins du service, si les périodes d'astreinte sont rémunérées ou compensées.

**Interventions** pendant l'astreinte (la rémunération s'ajoute à l'indemnité d'astreinte)

L'indemnité d'astreinte rémunère la contrainte liée à la possibilité d'être mobilisé mais ne concerne pas l'éventuelle intervention pendant la période d'astreinte qui peut donner lieu elle-même à une indemnité ou à une compensation spécifique.

A défaut d'être indemnisées, les périodes d'intervention peuvent être compensées par une durée d'absence.

La rémunération et la compensation en temps des interventions sont exclusives l'une de l'autre.

L'organe délibérant donne à l'autorité territoriale compétence pour déterminer si les périodes d'intervention sont rémunérées ou compensées, en fonction des besoins du service.

## **II MODES DE COMPENSATION ET DE REMUNERATION D'UNE ASTREINTE, INTERVENTION OU PERMANENCE**

**Article 5 - Modalités des compensations financières pour la filière technique sont les suivantes :**

**(Montants bruts au 1<sup>er</sup> mai 2023)**

### **ASTREINTE DE SECURITE**

- Astreinte une semaine complète : 149,48 €.
- Astreinte une nuit entre le lundi et le samedi ou la nuit suivant un jour de récupération : 10,05 €.
- Astreinte fractionnée inférieure à 10 heures : 8,08 €.
- Astreinte couvrant une journée de récupération : 34,85 €.
- Astreinte le week-end (vendredi soir au lundi matin) : 109,28€.
- Astreinte le samedi : 34,85 €.
- Astreinte le dimanche ou jour férié : 43,38€.
- Permanence : 3 fois l'indemnité d'astreinte.
- Personnel d'encadrement (astreinte de décision) : 1/2 de l'indemnité d'astreinte.

Les montants des indemnités d'astreinte sont majorés à 50% lorsque l'agent est prévenu de sa mise en astreinte pour une période donnée moins de 15 jours francs avant le début de cette période.

En cas d'intervention durant une astreinte, les heures sont rémunérées en IHTS - indemnité horaire pour travaux supplémentaires.



**ASTREINTES D'EXPLOITATION**

| <b>Montant brut de l'indemnité d'astreinte versée aux agents techniques</b> |   |
|---|---|
| <b>Période d'astreinte</b>  | <b>Montant de l'indemnité</b>                                       |
| Semaine complète  | 159,20 €  |
| Nuit  | 10,75 € (ou 8,60 € si astreinte fractionnée inférieure à 10 heures) |
| Samedi ou jour de récupération  | 37,40 €   |
| Dimanche ou jour férié  | 46,55 €   |
| Week-end (du vendredi soir au lundi matin)                                  | 116,20 €  |

**Article 6 - Modalités des compensations financières ou en repos compensateur pour les autres filières que la filière technique (Montants bruts au 1<sup>er</sup> mai 2023)**

Les autres filières que la filière technique peuvent avoir le choix entre le repos compensateur ou la rémunération.

- 1 - En cas de repos compensateur, dans le cadre d'une permanence l'agent se verra attribuer une augmentation de la récupération du temps de permanence égale à 25%.
- 2 - Dans le cadre d'une astreinte, la compensation supplémentaire à la récupération varie en fonction de sa durée, du jour :
  - Semaine complète 1 jour et demi
  - Vendredi soir au lundi matin 1 jour
  - Lundi matin au vendredi soir ½ journée
  - 1 jour ou 1 nuit week-end ou jour férié ½ journée
  - 1 nuit en semaine 2 heures
- 3 - En cas d'intervention durant l'astreinte, la compensation horaire supplémentaire à la récupération est majorée de 10% (entre 18H et 22H et le samedi entre 7H et 22H et de 25% entre 22H et 7H) et de 25 % (entre 22h et 7H et le dimanche ou jour férié).
- 4 - Les compensations financières pour les autres filières sont les suivantes :

**ASTREINTES DE SECURITE**

- Astreinte une semaine complète : 121 €
- Astreinte lundi soir au vendredi soir : 45 €
- Astreinte un jour ou une nuit de week-end ou férié : 18 €
- Astreinte une nuit de semaine : 10 €
- Du vendredi soir au lundi matin : 76 €
- Permanence la journée du samedi : 45 €, 22,50 € la demi-journée.
- Permanence la journée du dimanche et jour férié : 76 € la journée 38 € la demi-journée
- En outre, en cas d'intervention durant l'astreinte, l'indemnisation s'élève à 11€/heure (entre 18 heures et 22 heures, ainsi que les samedis entre 7 heures et 22 heures) et à 22€/heure (entre 22 heures et 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés).
- Le régime d'astreinte et de permanence dans les collectivités territoriales est directement référence aux contraintes du service public et aux obligations des fonctionnaires, et fait l'objet d'une compensation réglementée en référence au régime de la fonction publique de l'Etat.

**ASTREINTES D'EXPLOITATION**

| Montant brut de l'indemnité d'astreinte versée aux agents non techniques |                        |
|--|------------------------|
| Période d'astreinte  | Montant de l'indemnité |
| Semaine complète   | 149,48 €               |
| Du vendredi soir au lundi matin  | 109,28 €               |
| Du lundi matin au vendredi soir  | 45 €                   |
| Samedi   | 34,85 €                |
| Dimanche ou jour férié   | 43,38 €                |
| Nuit de semaine  | 10,05 €                |

Les membres du CST ont été sollicités sur ces propositions en la séance du 8 juin 2023.

Aussi, il est proposé à l'assemblée :

- 1 De FIXER comme indiqué ci-dessus le régime des astreintes et permanences de la Ville pour l'ensemble de ses services
- 2 De DECIDER que sauf disposition expresse de l'assemblée délibérante prise sur un nouvel avis du Comité Social Territorial compétent, ces dispositions seront reconduites tacitement chaque année ; elles pourront aussi être modifiées par voie d'avenant
- 3 D'INSCRIRE au budget les crédits correspondants ;
- 4 D'AUTORISER l'autorité territoriale à signer tout acte afférent à ce dossier ;
- 5 De CHARGER l'autorité territoriale de veiller à la bonne exécution de cette délibération, qui prend effet à partir de la date du Conseil Municipal.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal ADOPTE à la majorité absolue.

On note **1 vote contre**.

Pour extrait conforme,  
Pour le Maire empêché,  
La Première Adjointe,



Astrid LEZIEVRE